

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Droit à la formation des élus

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L 2123-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation des élus et en déterminer les orientations.

Les membres du conseil Municipal ont un droit individuel à la formation adapté à leurs fonctions. La loi prévoit que les dispositions relatives à ce droit ne s'appliquent que si l'organisme dispensateur a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées par les articles R 1221-12 à R 1221-22 du CGCT.

Les élus qui ont la qualité de salarié bénéficient d'un droit à congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient.

Les dépenses de formation donnent droit à remboursement pour les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement.

Les orientations en matière de formation des élus doivent être en lien avec les compétences de la Ville de Montpellier ou l'exercice des fonctions électives :

- Formation sur les fondamentaux de gestion des collectivités locales et des politiques locales : Budget et finances locales, marchés publics, contrats et conventions, délégation de service public, droit et contentieux des collectivités locales, gestion des ressources humaines, coopération décentralisée, statut de l'élu....
- Formation en lien avec les différentes délégations : Espace public, projet urbain, urbanisme et aménagement durable, rénovation urbaine et logement social, cohésion sociale, action territoriale, démocratie de proximité, sport, éducation, petite enfance, jeunesse, économie des ressources et patrimoine...
- Formation favorisant l'efficacité professionnelle : Expression face aux médias, prise de parole en public, techniques de négociation, langues étrangères...

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les modalités d'exercice et les orientations du droit à la formation des élus,
- de dire que les crédits relatifs à la formation des élus sont prévus au budget de la Ville (Chap 920 nature 6184),
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23/05/2014**